



matchdocument

C'était il y a tout juste sept ans. Ben Ali fuyait le pays. Aujourd'hui, la Tunisie ne désarme pas. La crise économique et sociale (35% des jeunes au chômage) et les promesses non tenues par les gouvernements successifs sont venues à bout de la patience des Tunisiens. En 2011, la «révolution de jasmin» a fait naître un immense espoir et suscité des vocations politiques dans les milieux les plus inattendus. **Mouna Ben Halima**, femme d'affaires influente devenue activiste à plein temps, nous raconte ces mois d'effervescence. Et trois artistes militantes nous dressent un bilan désabusé de leur engagement passé. Toutes ont enduré menaces et pressions mais refusent de baisser les bras.

Le 21 octobre 2011, veille des premières élections démocratiques en Tunisie, Mouna Ben Halima (à g.) et Hélé Ammar (à dr.) assistent au meeting de clôture du rassemblement de la gauche. L'actuel chef du gouvernement, Youssef Chahed, faisait partie des fondateurs.



Tunisie

CITOYENNES EN RÉSISTANCE

PAR ANNE-LAURE LE GALL - PHOTOS PHILIPPE PETIT

« **M**inistre, moi? Oui, on me l'a proposé. Mais je dois avouer que j'ai une aversion pour l'administration tunisienne... » Joviale et cash dans son verbe comme dans sa mise, Mouna Ben Halima ne s'embarrasse ni des apparences ni des conventions. Dans son hôtel de Hammamet, la grande station balnéaire au sud de Tunis, la boss apparaît très souriante, sans chichis, pas maquillée, à peine coiffée. Hyperactive, elle a le regard à 360 degrés tout en nous parlant. Les clients et les réceptionnistes vont et viennent dans une atmosphère feutrée. Ici, les enfants de moins de 16 ans ne sont pas admis. Avec ses ouvertures immenses sur la mer, ses vasques de pierre où flottent des fleurs de bougainvilliers, ses fauteuils de cuir, ses alcôves, La Badira, à l'écart des dizaines de clubs de vacances bon marché bordant la longue plage, affiche tous les codes du luxe. La patronne veille au grain personnellement; du matin au soir; rien ne lui échappe. Son niveau d'exigence est maximal, tout comme la pression qu'elle exerce sur ses équipes. « Des 200 employés présents à l'ouverture, il ne reste qu'un quart de l'effectif, beaucoup ont préféré rendre leur tablier. » Bien avant que sa Badira n'ouvre, en 2014, Mouna était très investie dans la gestion de l'entreprise familiale de promotion immobilière et hôtellerie. A 25 ans, elle avait succédé à son père, décédé prématurément.

De 2010 à 2012, pendant la révolution, cette fonceuse, acharnée au travail, a pourtant mis entre parenthèses affaires et vie de famille, dans l'incompréhension totale de son entourage, pour rallier le camp des

cyberactivistes. « Ce furent deux années fantastiques. Je n'avais plus envie d'entreprendre. Je voulais vivre la transition démocratique. Je croyais donner, j'ai beaucoup reçu. J'ai fait mon éducation politique en express et ai ressenti beaucoup de culpabilité, aussi. En parcourant le pays pour convaincre mes compatriotes d'aller voter, j'ai découvert la grande misère. » C'est cette misère qui avait poussé au suicide Mohamed Bouazizi, le vendeur de fruits de Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010, dont l'immolation a déclenché la révolution. Corruption de la police et de l'administration, économie souterraine au seul profit de quelques-uns, détournement de fonds publics, non-respect des droits de l'homme, censure de l'information, la Tunisie est gangrenée.

Cette quadra, issue de la grande bourgeoisie et éduquée en partie à l'étranger comme toute l'élite de son pays, ne vient pas d'un milieu politisé. « Chez moi, on se satisfaisait des années Ben Ali. J'ai fait mes études supérieures à Paris, classes prépa au lycée Louis-le-Grand, puis un master à Dauphine, sans plus d'engagement. Sauf en 1995, quand, malgré ma sensibilité de gauche, j'ai adhéré au comité de soutien de Chirac... Surtout parce que je trouvais François Baroin, porte-parole de la campagne, très mignon! » Sa maîtrise de gestion en poche, elle rentre dans son pays. « J'ai "hiberné" politiquement, accaparée par l'entreprise familiale (dont, fraîchement diplômée, j'avais pris la direction) et par mon mari et mes enfants. Je ne regardais pas les infos, je ne connaissais même pas les noms des ministres. » Une situation banale: peu de Tunisiens se déplaçant



Mouna Ben Halima a ouvert La Badira, premier hôtel de luxe de Hammamet, fin 2014. Quelques mois plus tard avaient lieu les attentats du Bardo et de Sousse. Depuis l'été dernier, les Français font leur retour et les récentes manifestations n'ont pas engendré d'annulation.

alors pour voter, tout étant joué d'avance et les scores, ceux d'une dictature: 99,45 % pour le troisième mandat du président, élu cinq fois entre 1989 et 2009.

L'éveil contestataire de Mouna a lieu quand elle découvre, au printemps 2010, une campagne de dénonciation de la censure sur les réseaux sociaux. Les cyberactivistes sont entrés en lutte contre le verrouillage d'Internet, très efficace. Des sociétés européennes du digital auraient même accordé de grosses remises au gouvernement afin d'expérimenter leurs systèmes d'espionnage in vivo en Tunisie. Chacun est surveillé, les portables, ordinateurs, conversations, espionnés. La « cyberpolice » devient la cible des blogueurs, brocardée sous le patronyme Ammar 404. Mouna explique: « 404 comme le code affiché quand on tentait de se connecter à un site bloqué. En mai 2010, j'ai contacté virtuellement Emna Ben Jemaa, l'une des plus virulentes, en lui écrivant simplement: "J'admire ton combat." Et sa réponse me fit l'effet d'un électrochoc: "Oui, mais derrière ton clavier." » Piquée au vif, Mouna saute le pas. « On devait circuler



Sadika Keskes, *maître verrier*
« UNE VRAIE DÉMOCRATIE NE PEUT ÊTRE QUE FRAGILE »

« Nous vivons aujourd'hui, comme tous les mois de janvier, une vague de protestation parce que la Tunisie a été pillée et que les conditions économiques sont très difficiles. » Dans la mouvance de la révolution, elle a fondé l'association Femmes, montrez vos muscles et la chaire Unesco des métiers d'art tunisiens. Solaire, Sadika Keskes relate avec humour les pires heures vécues dans sa maison-atelier de Gammarth, banlieue résidentielle de Tunis. « Après la chute de Ben Ali, on a connu des années noires sous Ennahda, en 2012 et 2013. Comme tant d'autres, j'étais une cible. Les islamistes taguaient mes murs, les ont criblés de balles à la kalachnikov. On a vécu cachées dans la cave, ma fille et moi. J'étais prête à tout, même à porter le foulard pour éviter une arrestation. » Parce que la baisse du chômage reste la meilleure réponse à l'intégrisme, qui prospère sur la misère, elle encourage la renaissance des savoir-faire et l'autonomie des femmes. Artiste militante à l'aura internationale, elle a monté Tapis volant, un groupement de 500 femmes pour du made in Tunisia de qualité. « On est dans un passage normal d'évolution. La loi interdisant à une femme d'épouser un non-musulman a été abolie. On avance. Et Facebook ne laisse rien passer! » A.-L.L.G.

dans l'avenue Bourguiba, la grande artère de Tunis, simplement habillés de blanc, pour demander la levée de la censure. Et même ça, le ministère de l'Intérieur nous l'a interdit. On s'est retrouvés dans un café et j'ai enfin fait la connaissance des blogueurs, en chair et en os. J'étais un peu un ovni parmi eux !»

Un mois plus tard, l'immolation du jeune Bouazizi déclençait les printemps arabes. Des manifestations monstres s'organisent via les réseaux sociaux. La «révolution 2.0» prend le relais de la révolte sociale, de la faim et de la pauvreté. En réponse, la police tire à balles réelles sur les foules. On parle aujourd'hui d'une soixantaine de morts.

La voix de Mouna porte. Cette figure de l'entrepreneuriat se retrouve dans le collimateur du pouvoir. Une voiture banalisée stationne près de son domicile. «Le 3 janvier 2011, mon mari reçoit un coup de fil des barbouzes du RCD [Rassemblement constitutionnel démocratique, parti fondé par Ben Ali], depuis un numéro masqué : "Dis à ta femme de fermer sa p... de gueule. On connaît l'école des enfants." J'ai écrit ça sur Facebook et là, ils ont envoyé quelqu'un chez ma sœur. "On ne rigole pas, on va l'arrêter." Mon compte a été piraté et de fausses infos diffusées sous mon nom. Pourtant, je n'ai pas eu peur, je n'ai pas pensé à partir. J'étais en transe. Plus rien ne comptait. Entre fin décembre 2010 et le 14 janvier 2011, date de la fuite de Ben

LA BOURGEOISE MOUNA RALLIE LES CYBERACTIVISTES

Aïcha Gorgji, galeriste d'art contemporain « MON ENGAGEMENT DANS UN PARTI FUT TELLEMENT DÉCEVANT... »

« Sous Ben Ali, les artistes n'étaient même pas censurés. Ils étaient... inexistant ! Presque pire, car on ne représentait rien. Peu avant le début des premières manifestations, j'étais à Paris. J'étais mal, je ressentais une chape de plomb. Et quand tout a éclaté, la Tunisie est devenue le pays où il fallait être. Mon premier engagement dans un parti politique fut tellement décevant... je suis revenue à ce que je sais faire : la culture, qui est le thermomètre d'un pays. J'ai envie de montrer une Tunisie différente, faire rayonner le pays. Pour l'instant, l'administration kafaïenne ne facilite en rien la diffusion de nos artistes à l'étranger. Il faut des mois pour obtenir une autorisation de sortie des œuvres. Pourtant, à Londres comme à Paris, l'accueil est extraordinaire. La Tate Gallery, la Fondation Blachère [leader européen des illuminations], une fondation sud-africaine, des collectionneurs intéressants m'ont acheté des pièces en 2016 et 2017, exposées dans des foires d'art contemporain, comme Akaa, à Paris. Ce n'est que par la culture qu'on se remettra debout. » A.-L.L.G.



Ali, l'ambiance était houleuse à la maison. Ma famille et mes amis ont tout tenté pour me faire lâcher. » D'ailleurs, son nom a circulé le 6 janvier sur la « liste des 40 », aux côtés des cyberactivistes. Deux d'entre eux, Slim Amamou et Azyz Amami ont été arrêtés. « Je me tenais prête. Je portais des sous-vêtements choisis, au cas où je serais arrêtée à mon tour, déshabillée... Au fond de moi, j'étais persuadée qu'on allait changer les choses. Qu'il y aurait plus de transparence aux prochaines élections de 2014.

C'est allé au-delà de mes espérances. » Huit jours plus tard, Ben Ali tombait.

Comme des dizaines de milliers de Tunisiens, Mouna participe à la grande manifestation du 14 janvier 2011, dans les premiers rangs. « J'avais rallié des amies, on

a affronté le premier cordon de police. La veille, le gouvernement avait ouvert l'accès à YouTube et Dailymotion, Ben Ali avait promis que le prochain scrutin serait démocratique. Il tentait de sauver sa tête, il n'était pas crédible. Depuis la rue, on voyait des snipers sur les toits. On arrive enfin devant le ministère de l'Intérieur vers 13 heures. On sentait sincèrement qu'on contribuait à l'histoire. » En évoquant cette journée si particulière, à la fois pour elle et pour l'avenir de son pays, les yeux de Mouna s'embuent. Les souvenirs sont vifs. « A un moment, je me retourne et, là, je prends la mesure de la marée humaine, juste des gens qui espéraient. On s'est embrassés. Et puis j'ai reçu un coup de fil de mon frère : "S'il te plaît, rentre." Ça allait chauffer. » Elle s'extirpe de la foule et va suivre la suite des événements en direct sur Facebook, comme toute la Tunisie et (Suite page 108)



Mouna en famille à Hammamet, avec son mari Souheil, sa fille Maya et son fils Neil. Sa classe prépa HEC au Lycée Louis-Le-Grand, à Paris, en 1991.



Septembre 2011, l'équipe de bénévoles autour de Mouna au départ d'une tournée du bus citoyen avant les élections, et sur le terrain, à Ras Jebel. Premier vote de sa vie, le 23 octobre 2011, immortalisé par un selfie avec encre bleue sur le doigt.



au-delà. D'autres manifestations et échauffourées émaillent la journée du 14 à Sidi Bouzid, à Kairouan... Lacrymos, bastons, les échanges entre manifestants et policiers antiémeute tournent aux affrontements. Les blindés tiennent la rue. État d'urgence, couvre-feu. Vers 17 h 30 tombe l'annonce de la fuite de Ben Ali vers l'Arabie saoudite. L'aéroport est bloqué. Le pays, coupé du monde pour vingt-quatre heures.

Et, pour Mouna, c'est « le premier jour du reste de sa vie ». Commence son apprentissage de citoyenne, dans lequel elle se lance à corps perdu. Elle assiste à des réunions de nouveaux partis politiques « pour réfléchir » et cofonde Touensa.org, veille et vigilance. Plus rien d'autre ne compte. Tout est à inventer. Une nouvelle Constitution, à écrire. Elle court les conférences, les cafés citoyens, sans relâche. Interpelle Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, venue répondre à la question : « Quelle est votre définition de l'islam modéré ? » devant 200 étudiantes réunies dans une villa de Sidi Bou Saïd.

Les professeurs de la fac de droit de Tunis, les experts européens, les fonds américains contribuent et financent ce chantier colossal. L'éducation civique sera sa cause. Alors, avec Touensa et 150 béné-

voles, à bord de bus, elle va aux portes des usines et sur les marchés à la rencontre des « oubliés ». Expliquer les enjeux, inciter à voter, les semaines se ressemblent : départ le lundi matin et retour le vendredi soir. « J'ai sillonné 16 gouvernorats sur les 24 que compte le pays et j'ai découvert la misère. » Entre villes et campagnes, le décalage est énorme, les gens défavorisés, désespérés. « Aller voter ? Je n'ai pas de quoi nourrir mes enfants », me répondait-on. « En quatre mois, nous avons rencontré 220 000 personnes. »

Arrivent les élections post-Ben Ali, organisées sous les yeux du monde. « Ce 23 octobre 2011, je suis la première à glisser mon bulletin dans l'urne à l'école de Hammamet. » D'immenses files d'attente se forment devant les bureaux dans tout le pays. Avec un taux de participation de 54 %, des observateurs internationaux partout, le résultat de ces élections libres ne pourra pas être contesté. Les sondages interdits, il faut patienter. Le pays retient son souffle pendant que l'Isie (Instance supérieure indépendante pour les élections), organisatrice du scrutin, centra-

lise les urnes, compte et recompte. « Le jour de la proclamation, j'étais devant ma télé. Score de 30,23 % pour les islamistes d'Ennahdha, j'ai accepté tout de suite. » En raison de son travail de terrain auprès des laissés-pour-compte, pour convaincre des « sujets » à devenir des « citoyens », Mouna Ben Halima et son association se retrouvent mis au ban, accusées d'avoir fait élire les islamistes en recrutant parmi les défavorisés. « Mon profil décredibilisait pourtant ce discours. » Il reste tant à faire et la justice transitionnelle lui tient à cœur. Le modèle de société est en jeu, la place des femmes surtout. Il s'agit de prouver au monde qu'une démocratie est possible dans un pays arabe et musulman. L'association Touensa décroche un fauteuil permanent dans la commission Instance Vérité et Dignité.

Fin 2012, après deux années hors du champ économique, son retour aux affaires prend la forme d'un projet jugé saugrenu : construire un hôtel tendance à Hammamet, alors que le tourisme est en berne, certains 3 et 4-étoiles fermés. Les autres sont vides. « J'ai organisé la passation de tous mes « mandats » associatifs, à l'exception de la branche Tunisie du « Réseau entreprendre. » Après un an et neuf mois de travaux titanesques, l'inauguration a lieu fin décembre 2014. Mais le 18 mars 2015, l'attentat du musée du Bardo fait 24 morts. « Dès le lendemain, j'ai reboosté mes équipes : pas question de montrer aux terroristes islamistes nos têtes abattues. » L'attaque de la plage de Sousse, le 26 juin, traumatise la population. Les Tunisiens sont sous le choc, le pays passe de rouge à écarlate pour les touristes. « L'organisation de séminaires a sauvé mon business. Et, aujourd'hui, je considère que 30 % des hôtels sont voués à disparaître. » Vieillissants, dépassés, ils ne correspondent plus aux attentes. A La Badira, la saison estivale a été bonne. Mais côté politique, Mouna reconnaît un véritable désenchantement. « On est en pleine Restauration. Les anciennes pratiques reviennent. Je suis très en colère contre nos médias, de nouveau aux ordres. J'ai le sentiment que l'on revient à ce pour quoi on a fait la révolution... et pas du tout surprise des dernières manifestations car tous les ingrédients d'une explosion sociale sont là. » Elle ne laissera rien passer. « D'ailleurs, je vais rejoindre le mouvement... » ■

Anne-Laure Le Gall [@lorlegall](https://twitter.com/lorlegall)



Héla Ammar, *artiste plasticienne, docteure en droit*
**« PROMESSES NON TENUES
ET NÉPOTISME ONT ENTAMÉ LE
CAPITAL CONFIANCE »**

Elle nous reçoit dans son atelier de Sidi Bou Saïd. Le célèbre village bleu et blanc à l'est de Tunis n'a rien perdu de son charme. Pourtant, sa rue principale est quasi déserte. Même le café des Délices célébré par Bruel sonne creux. En 2010, Héla Ammar, juriste, enseigne comme maître assistante à la fac de droit de Tunis. C'est aussi une artiste visuelle qui compte, grâce à son travail sur la condition de la femme. « A l'époque, on était morts à l'intérieur. Ça sentait la fin de règne et l'installation de la mafia. On craignait la succession de Ben Ali par sa femme Leïla. » Et avec elle, tout le clan Traboulsi, qui avait mis le pays en coupe réglée pour ses propres intérêts. En 2011, en qualité de juriste, Héla intègre la commission d'enquête sur les prisons, mutineries, meurtres et évasions des mois de la révolution. Un an à visiter vingt-sept lieux de détention. « La première fois, face à l'état de délabrement du bâtiment, au dénuement des détenus, des blessés qui soignaient leurs

plaies au dentifrice, j'en suis sortie malade à vomir ! J'avais mon appareil, j'ai photographié. Mais pendant longtemps je n'ai pas pu regarder mes images. Et, en 2012, j'ai participé au festival de rue Dream City de Tunis. Le thème : "L'artiste face aux libertés." J'ai exposé mon travail sur l'univers carcéral dans un parking de la Kasbah. » Gros retentissement. Pourtant, la même année, les salafistes avaient fait irruption dans une foire d'art contemporain et demandé le retrait d'œuvres jugées blasphématoires. Désignation des artistes, fatwa. « Quand la pénalisation de l'atteinte au sacré a été votée, on a pris un tournant tragique. J'étais en état de choc. Aujourd'hui, si on s'en sort pas mal comparé à nos voisins, le chantier apparaît colossal. Je me sens désabusée vis-à-vis des politiques. Les promesses non tenues et le népotisme ont largement entamé le capital confiance. Moi, je crois à l'éducation et à l'art. Je viens de passer trois mois sur un projet photo avec des jeunes perdus des quartiers les plus chauds de Tunis. Pour eux, aujourd'hui encore, deux seuls avenir sont possibles : traverser la Méditerranée ou céder aux recruteurs de Daech. Dans le long processus dans lequel nous sommes engagés depuis 2011, nous sommes prêts à toutes sortes de sacrifices. Mais il faudra qu'en échange nos dirigeants nous donnent l'impression de savoir où ils nous emmènent. A.-L.L.G.